

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

FACTOFRANCE

Société anonyme au capital de 507.452.317 euros
Siège social : Tour D2 – 17 bis place des Reflets – 92988 PARIS LA DEFENSE
063 802 466 R.C.S. NANTERRE

Comptes annuels au 31 décembre 2025 approuvés par l'Assemblée Générale ordinaire des actionnaires du 29 avril 2026

I. — Bilan au 31 décembre 2025

Actif en K€	2025 31 décembre	2024 31 décembre
Caisse, Banques centrales	0	0
Effets publics et assimilés	0	0
Créances sur les établissements de crédit	1 586 988	1 390 800
Opérations avec la clientèle	318 053	324 299
Affacturage	6 655 045	6 618 770
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0
Actions et autres titres à revenu variable	0	0
Participations et autres titres détenus à long terme	94	91
Parts dans les entreprises liées	638 947	638 947
Opérations de crédit-bail et assimilées	0	0
Immobilisations incorporelles	9	29
Immobilisations corporelles	662	1 005
Capital souscrit non versé	0	0
Actions propres	0	0
Autres actifs	204 294	212 158
Comptes de régularisation	20 055	20 231
Total de l'actif	9 424 148	9 206 329

Passif en K€	2025 31 décembre	2024 31 décembre
Banques centrales	0	0
Dettes envers les établissements de crédit	4 618 542	4 290 282
Opérations avec la clientèle	2 782 349	2 945 661
Dettes représentées par un titre	300 548	300 822
Autres passifs	69 307	77 826
Comptes de régularisation	71 838	74 078
Provisions	7 067	7 017
Dettes subordonnées	150 896	150 993
Fonds pour risques bancaires généraux	23 574	23 574
Capitaux propres	1 400 027	1 336 076
- Capital souscrit	507 452	507 452
- Primes d'émission	330 434	330 434
- Réserves	50 745	50 745
- Réserves disponibles	447 253	373 583
- Ecart de réévaluation	0	0
- Provisions réglementées	0	0
- Report à nouveau	191	191
- Résultat de l'exercice	63 951	73 671
Total du passif	9 424 148	9 206 329

Hors bilan

Actif en K€	2025 31 décembre	2024 31 décembre
Engagements donnés		
Engagements de financement		
Engagements en faveur d'établissements de crédit	0	0
Engagements en faveur de la clientèle	1 079 924	896 358
Engagements de garantie		
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	0	0
Engagements d'ordre de la clientèle	12 500	12 500
Engagements sur titres		
Titres acquis avec faculté de reprise	0	0
Autres engagements donnés	0	0

Passif en K€	2025 31 décembre	2024 31 décembre
Engagements reçus		
Engagements de financement		
Engagements reçus d'établissements de crédit	0	0
Engagements de garantie		
Engagements reçus d'établissements de crédit	493 100	492 680
Engagements reçus de la clientèle	0	0
Engagements sur titres		
Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise	0	0
Autres engagements reçus	0	0

II. — Compte de résultat

Compte de résultat en K€	2025 31 décembre	2024 31 décembre
+ Intérêts et produits assimilés	235 342	294 255
+ Intérêts et charges assimilées	-113 137	-143 807
+ Revenus des titres à revenu variable	1	1
+ Commissions (produits)	85 216	82 258
+ Commissions (charges)	-25 004	-31 161
+/- Gains ou pertes sur opérations des portef. de négociation	752	35
+/- Gains ou pertes sur opérations des portef. de placement et assimilés	0	0
+ Autres produits d'exploitation bancaire	2 764	1 898
+ Autres charges d'exploitation bancaire	-280	-247
= Produit Net Bancaire	185 654	203 232
+ Charges de personnel	-55 386	-53 773
+ Autres charges administratives	-41 940	-41 190
+ Dotations aux amortissements	-364	-364
= Charges de fonctionnement	-97 691	-95 327
= Résultat Brut d'Exploitation	87 963	107 904
+ Coût du risque	-2 453	-7 863
= Résultat d'Exploitation	85 511	100 041
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	0	0
= Résultat Courant	85 511	100 041
+/- Résultat exceptionnel	0	0
+ Impôts sur les bénéfices	-21 559	-26 371
+/- Dotations/reprises de FRBG	0	0
+/- Dotations/reprises aux provisions réglementées	0	0
= Résultat Net	63 951	73 671

III. — Affectation du résultat

L'assemblée générale, constatant que :

Le bénéfice de l'exercice de :	63.951.461,39 €
- augmenté des « Autres réserves disponibles » de :	447.253.284,58 €
- augmenté du « report à nouveau » de :	191.147,39 €
- forme un bénéfice distribuable de :	511.395.893,36 €

décide de répartir ce montant ainsi qu'il suit :

- au poste « Autres réserves disponibles »	511.204.745,97 €
- affectation du solde au compte « report à nouveau » :	191.147,39 €
Total	511.395.893,36 €

Il est rappelé que les dividendes distribués au cours des trois années précédentes ont été les suivants :

Exercices	2022	2023	2024
Dividende par action en euro	0,00	0,00	0,00
Impôt déjà versé au Trésor	Eligible à la réfaction de 40% ressortant du 2° du 3 de l'article 158 du Code Général des Impôts.		
Revenu réel	Selon les dispositions du code général des impôts applicables à la situation particulière de chacun des bénéficiaires.		

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

IV. — Annexes aux comptes sociaux au 31 décembre 2025.*Les notes de l'annexe sont présentées en milliers d'euros.***I. Faits marquants/ Méthodes et règles d'évaluation****I.1. Faits marquants de l'exercice clos au 31 Décembre 2025****Environnement économique 2025**

L'année 2025 restera comme celle du retour de Donald Trump à la Maison Blanche marquée par la réactivation de la guerre commerciale lors du Liberation Day le 2 avril, et la mise en œuvre de nouvelles politiques tarifaires. Les principales zones économiques se sont ainsi vues imposer des droits de douane sans précédent sur de nombreux biens affectant négativement le commerce international. Cependant certains pays sont parvenus à conclure des accords sur le plan commercial pour atténuer le taux des droits de douane. Malgré ce contexte, les tensions inflationnistes ont continué de ralentir permettant aux banques centrales de poursuivre leur assouplissement monétaire en baissant les taux directeurs. Certaines d'entre elles, comme la Banque centrale européenne, sont arrivées au bout du processus et stabilisent les taux d'intérêt en fin d'année. Les taux souverains s'inscrivent désormais à des niveaux plus élevés que par le passé, reflétant davantage les inquiétudes des investisseurs financiers face à l'augmentation des dépenses publiques dans le monde. C'est notamment le cas en France où la fragilité de la situation politique réduit la capacité à limiter les déficits. L'Allemagne constitue également un exemple notable alors que, à l'issue des élections législatives, un plan de relance ambitieux a été acté à destination des infrastructures et de la défense. Cette volonté est globalement partagée par l'ensemble de l'Europe compte tenu des craintes d'un retrait des États-Unis de la défense européenne.

Aux États-Unis, l'année 2025 a été marquée par une intensification des incertitudes politiques, commerciales et budgétaires, contribuant à une volatilité accrue des marchés financiers. Sur le plan commercial, l'administration de Donald Trump a multiplié les annonces de droits de douane sectoriels et généralisés tout en alternant phases d'escalade et périodes de trêve. Toutefois, la guerre commerciale s'est réduite suite à la signature d'un accord partiel avec la Chine et d'accords commerciaux avec les principaux pays, notamment avec l'Union européenne, le Japon et le Royaume-Uni. Cette situation a favorisé une détente des taux souverains à 10 ans en 2025, alimentée également par l'assouplissement monétaire opéré par la Fed et la promulgation en juillet de la loi budgétaire One Big Beautiful Bill Act (OBBA), seulement en partie financée par la hausse des droits de douane. La Fed a réduit à trois reprises ses taux directeurs atteignant la fourchette de 3,75-3,50 % dans un contexte de dégradation progressive du marché du travail américain à partir de l'été, et ce malgré une croissance résiliente et un taux d'inflation toujours largement au-dessus de la cible en raison la transmission progressive des droits de douane sur les prix finaux. L'adoption du budget fédéral pour l'exercice 2026 s'est révélée difficile compte tenu de la faible majorité présidentielle, débouchant sur une fermeture prolongée des administrations fédérales entre octobre et novembre. Malgré ce climat d'incertitudes qui a contribué à alimenter une dépréciation progressive du dollar face à l'euro, les marchés actions américains ont affiché une performance solide en 2025. Le S&P 500 a progressé de +14 % soutenu par la résilience des résultats et surtout par la bonne dynamique des valeurs technologiques liées à l'intelligence artificielle. Celles-ci ont continué d'attirer les flux d'investissement malgré des interrogations croissantes sur leur valorisation et leur rentabilité à long terme.

En zone euro, la Banque centrale européenne (BCE) a poursuivi son assouplissement monétaire au cours du premier semestre à quatre reprises, abaissant ses taux directeurs de 100 points de base, avant de les maintenir au second semestre. Cet assouplissement a été favorisé par le repli de l'inflation et les craintes relatives aux conséquences sur la croissance économique européenne de la guerre commerciale engendrée par le président américain. La croissance européenne a néanmoins fait preuve de résilience au cours de l'année. L'Union européenne s'est d'abord vue imposer un taux de droit de douane de 20 % en avril, ramené à 15 % à l'été à l'issue de négociations aboutissant à un accord commercial avec les États-Unis. Dans ce contexte, les taux souverains européens ont évolué de manière très volatile. D'une part, les mouvements de baisse ont été alimentés par les tensions commerciales (craintes sur la croissance) et les baisses de taux directeurs de la BCE. D'autre part, les taux souverains ont accéléré sensiblement suite aux annonces de relance budgétaire dans la défense. Celles-ci font suite au rapprochement entre Washington et Moscou sur le sujet de la guerre en Ukraine, ravivant les craintes d'un retrait des États-Unis de la défense européenne. Cette dynamique haussière sur les taux souverains a été notable en Allemagne (+50 points de base sur le taux à 10 ans), à la suite de l'arrivée de Friedrich Merz à la chancellerie. Du reste, l'euro s'est apprécié face au dollar en raison de la méfiance croissante des investisseurs à l'égard du dollar, des anticipations de politique monétaire de la Fed et des craintes budgétaires aux États-Unis.

En France, les blocages politiques autour du budget ont ponctué l'année. Après être parvenu à faire adopter un budget en début d'année, le Premier ministre, François Bayrou, a remis la démission de son gouvernement en septembre, l'Assemblée nationale ayant refusé la confiance au gouvernement. Remplacé par Sébastien Lecomte, ce dernier a proposé un projet de budget avec un objectif de déficit à 4,7 % du PIB en 2026. L'instabilité politique de la France et de ses finances publiques a porté l'écart OAT-Bund à 10 ans jusqu'à 85 pb avant de revenir vers 70 pb. Cela a abouti à la dégradation d'un cran de la note de la France par les agences Fitch Ratings et Standard & Poor's. Si le projet de loi de financement de la Sécurité sociale a été adopté en décembre, le projet de loi de finance pour 2026 n'a pu être adopté par une Assemblée fragmentée. Cependant, dans le contexte d'incertitude politique, la croissance française a progressé au cours de l'année, tandis que l'inflation est restée sous la cible de la BCE et un cran plus faible que dans le reste de la zone euro.

En ce qui concerne les matières premières, l'année 2025 a été marquée par une forte volatilité dans un contexte de tensions géopolitiques persistantes et d'incertitudes sur la croissance mondiale. Les cours du pétrole ont fluctué dans une large fourchette entre 59 et 82 \$/baril, au gré des développements liés à la guerre en Ukraine, des initiatives diplomatiques américaines et des décisions de l'OPEP+, dont les hausses de production ont durablement contenu les prix. Après des pics estivaux, le Brent a poursuivi son repli à l'automne pour s'établir autour de 63 \$/baril. Les marchés du gaz ont globalement reculé en Europe, pénalisés par une demande modérée malgré des épisodes ponctuels de volatilité (entre 27 et 58 €/MWh). À l'inverse, l'or s'est imposé comme le principal bénéficiaire de l'année, porté par les incertitudes géopolitiques, les craintes budgétaires américaines et l'inflexion accommodante de la Fed, atteignant de nouveaux sommets malgré des prises de bénéfices régulières.

I.2. Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 31 mars 2026.

Les comptes sociaux de FactoFrance sont établis conformément aux principes comptables généraux applicables en France aux établissements bancaires tels que figurant dans les règlements suivants :

- ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014 et les règlements l'ayant modifié depuis cette date ;
- ANC n°2014-03 relatif au Plan Comptable Général et les règlements l'ayant modifié depuis cette date, dont le règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025.

FactoFrance est intégrée à 100% dans les comptes consolidés du groupe Caisse Fédérale du Crédit Mutuel.

Les comptes arrêtés au 31 décembre 2025 sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

Les comptes arrêtés au 31 décembre 2025 sont également présentés conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

FactoFrance présente des notes annexes qui complètent et commentent l'information financière donnée par le bilan et le compte de résultat.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

1.2.1. Créances sur la clientèle et affacturage

Créances sur la clientèle

Les crédits accordés à la clientèle figurent au bilan pour leur valeur nominale.

Créances d'affacturage

- Créances saines

Les créances acquises dans le cadre de contrats d'affacturage sont inscrites à l'actif du bilan, dans la rubrique « Affacturage » pour leur montant d'acquisition. La notion de créances affecturées recouvre aussi bien des créances dont la bonne fin est garantie par la Société, que des créances dont le risque est à la charge du client.

- Créances en devises étrangères

Les créances libellées en monnaies étrangères sont comptabilisées dans la devise de facturation. Leur paiement peut s'effectuer soit dans la même devise, soit en devise convertie sur la base du cours de change du jour. Lors de la réception des règlements acheteurs, les devises encaissées sont cédées sur la base d'un cours de change qui peut être différent de celui pratiqué au moment du paiement des créances du client.

- Créances douteuses d'affacturage

Lorsqu'un risque probable de non recouvrement partiel ou total apparaît, les créances sont transférées au poste « créances douteuses ». Dans le cadre d'activité d'affacturage, ce risque s'apprécie soit sur le cédant de la créance commerciale (client), soit sur le débiteur de la créance commerciale (acheteur).

Il n'y a pas de créances restructurées au sens du règlement n°2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Les créances acheteurs sont dépréciées selon un taux forfaitaire appliqué à l'ensemble de la population. Concernant les créances vendeurs, elles sont dépréciées en conformité avec la politique risque de crédit qui vise à couvrir à un horizon court terme 100% du risque net supporté par FactoFrance.

Les intérêts sur créances douteuses ne sont plus comptabilisés.

- Créances douteuses compromises d'affacturage

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées, et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Il doit faire l'objet d'une dépréciation pour un montant approprié.

L'existence de garanties couvrant la quasi-totalité des risques et les conditions d'évolution de la créance douteuse doivent être prises en considération pour qualifier un encours douteux de compromis et pour quantifier la dépréciation. Un an après sa classification en encours douteux, un encours douteux est compromis sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé. L'établissement de crédit sort les encours concernés de ses actifs par la contrepartie d'un compte de perte, au plus tard lorsque ses droits en tant que créancier sont éteints. Le classement d'un encours douteux en encours douteux compromis n'entraîne pas par « contagion » le classement dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée.

- Dépréciation des créances d'affacturage

Les créances douteuses et douteuses compromises font l'objet d'une dépréciation constituée par dotation au compte de résultat. Les dépréciations correspondantes sont inscrites en minoration des postes d'actifs concernés.

Les créances douteuses, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, revues sur la base d'une fréquence mensuelle et inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations sont calculées créance par créance en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues.

Les dotations et les reprises de dépréciation constatées pour risque de non recouvrement sont enregistrées en « coût du risque ».

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

- Titrisation

Au 31 décembre 2025, l'encours nets des factures cédées par FACTOFRANCE au profit du FCT FACTOFRANCE dans le cadre de la titrisation s'élève à 86 2728 K€. Les encours cédés dans le cadre de la titrisation bénéficient d'une garantie apportée par le Factor à hauteur d'un montant de 12,5 M€ annuel.

Créances et dettes envers les établissements de crédit

Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

1.2.2. Participations et autres titres détenus à long terme et parts dans les entreprises liées

Les autres titres détenus à long terme sont des investissements réalisés dans l'intention de favoriser le développement des relations professionnelles durables avec l'émetteur, sans exercer toutefois une influence dans sa gestion. Les titres de participation sont ceux dont la possession durable est estimée utile à l'activité du groupe, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur l'émetteur, ou d'en assurer le contrôle.

Ils sont enregistrés à leur prix d'acquisition, éventuellement réévalué, ou de fusion et opérations assimilées. A la clôture de l'exercice, chaque ligne fait séparément l'objet d'une estimation. Lorsque la valeur comptable apparaît supérieure à la valeur d'utilité, une dépréciation est constituée pour le montant de la moins-value latente.

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. La valeur d'utilité représente ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention : elle peut être estimée par différents critères tels que l'actif net financier éventuellement corrigé, la rentabilité et la perspective de rentabilité, les cours moyens de Bourse des derniers mois.

1.2.3. Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont composées des titres de créances à court terme émis et de l'encours des financements émis par billets à ordre et non échus.

1.2.4. Immobilisations corporelles et incorporelles

Les règles de comptabilisation des immobilisations sont définies par le règlement n° 2014-03 de l'ANC. Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, éventuellement réévalué, augmenté des frais directement attribuables et nécessaires à leur mise en état de marche en vue de leur utilisation.

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées au coût historique amorti c'est-à-dire à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes éventuelles de valeur.

Les immobilisations sont amorties selon le modèle linéaire sur la durée d'utilité attendue du bien pour l'entreprise selon son propre rythme de consommation estimée des avantages économiques. Celles ayant une durée d'utilité indéfinie ne sont pas amorties. Les dotations aux amortissements sont comptabilisées sous la rubrique « dotations aux amortissements et dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles » du compte de résultat.

Lorsqu'une immobilisation est composée de plusieurs éléments pouvant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers, ayant des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent, chaque élément est comptabilisé séparément dès l'origine et chacun des composants est amorti selon un plan qui lui est propre.

Immobilisations incorporelles

Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire sans substance physique.

Elles sont immobilisées et dépréciées économiquement selon le mode linéaire sur une période de 9 ans.

Immobilisations corporelles

Une immobilisation corporelle est un actif physique détenu, soit pour être utilisé dans la production ou la fourniture de biens ou de services, soit pour être loué à des tiers, soit à des fins de gestion interne et dont l'entité attend qu'il soit utilisé au-delà de l'exercice en cours.

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Les principales méthodes d'amortissement sont les suivantes :

- Matériel informatique : linéaire sur 3 ans
- Agencement et mobilier de bureau : linéaire sur 9 à 10 ans
- Matériel de bureau : linéaire sur 5 ans.

1.2.5. Provisions pour dépréciation

Les dotations et reprises de provisions sont classées par nature dans les postes de charges correspondantes.

Les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation déterminée comme correspondant à l'hypothèse la plus probable.

1.2.6. Provisions pour risques et charges

Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges liés ou non liés à des opérations bancaires au sens de l'article L.311-1 du Code monétaire et financier et des opérations connexes définies à l'article L.311-2 de ce même code, nettement précisées quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise. A moins d'être couverte par un texte spécifique, la constitution de telles provisions est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers, conformément aux dispositions 2014-03 de l'ANC.

1.2.7. Indemnités de fin de carrière et primes de médaille du travail

Les futures indemnités de fin de carrière et primes conventionnelles à verser lors de l'attribution de médailles de travail sont intégralement couvertes par provisions ou contrats d'assurance.

Les engagements sont calculés annuellement suivant la méthode des unités de crédits projetés conformément aux normes IFRS. Sont notamment pris en compte, l'espérance de vie, le taux de rotation du personnel, le taux d'évolution des salaires, le taux de charges sociales dans les cas prévus et le taux d'actualisation financière.

Les engagements correspondants aux droits acquis par les salariés au 31 décembre de chaque exercice sont intégralement couverts par les réserves constituées auprès de la compagnie d'assurances ou par des provisions. Les indemnités de fin de carrière et primes médailles du travail arrivées à échéance et versées aux salariés au cours de l'année font l'objet de remboursements par l'assureur.

Les engagements d'indemnité de fin de carrière sont déterminés sur la base de l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite à l'initiative du salarié à son 64ème anniversaire.

1.2.8. Fonds pour Risques Bancaires Généraux

Conformément aux règlements du CRBF n° 90-02 et 92-05, FactoFrance SA a constitué un "Fonds pour Risques Bancaires Généraux" par mesure de prudence pour couvrir les risques de caractère général et indéterminé, inhérents à l'activité bancaire. Les dotations et reprises au FRBG sont effectuées par les dirigeants et figurent au compte de résultat.

Au 31 décembre 2025, celui-ci s'élève à 23 574 K€ comme au 31 décembre 2024.

I.2.9. Situation fiscale

La provision pour impôts de l'exercice a été calculée au taux de 25.00 % sur l'ensemble de son résultat fiscal, auquel s'ajoute la contribution sociale de 3,3%.

Du fait des différences temporaires, FactoFrance dispose d'un crédit d'impôt latent qui, conformément à la doctrine comptable, n'a pas été comptabilisé.

A compter du 1^{er} janvier 2018, FactoFrance est devenu membre du groupe d'intégration fiscal constitué par la CF de CM. FactoFrance verse à la CF de CM une somme égale à l'impôt qui aurait été à sa charge si elle était imposable distinctement, déduction faite de l'ensemble des droits à imputation dont elle aurait bénéficié en l'absence d'intégration.

I.2.10. Produits d'exploitation bancaire

Les commissions d'affacturage, qui représentent la majeure partie des produits du groupe, sont enregistrées pour leur totalité à la date d'achat des factures.

Du fait d'une durée de rotation moyenne des factures de 47 jours, les coûts marginaux de transaction supportés par FactoFrance ne sont pas étalés sur la durée des encours d'affacturage, comme spécifié dans le règlement 2014-07 de l'ANC.

Outre les commissions perçues en rémunération du service affacturage proprement dit, FactoFrance facture à ses clients des commissions destinées à couvrir le coût de financement des créances achetées au comptant et calculées sur la période allant de la date d'achat des factures jusqu'à leur recouvrement. Les commissions de financement non échues relatives à l'encours au 31 décembre, sont différées et incluses au passif du bilan sous la rubrique « Comptes de régularisation ».

I.2.11 Parties liées

Conformément aux recommandations de l'ANC n°2010-04 abrogé et repris dans le règlement 2014-07 de l'Autorité des normes comptables, la liste des transactions effectuées par FactoFrance avec des entreprises liées ne fait pas l'objet d'une information en annexe s'agissant d'opérations réalisées à des conditions normales de marché.

I.2.12. Actifs et passifs libellés en devises

Les actifs et passifs libellés dans une devise autre que la devise locale sont convertis au taux de change officiel à la date d'arrêté.

Les gains ou pertes de change latents résultant de ces conversions sont comptabilisés dans le compte de résultat avec les différences de change réalisées ou subies sur les transactions de l'exercice.

I.3. Traitement des changements de méthode comptable

Comme indiqué en début de note, FactoFrance applique le règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2025 : il n'y a pas d'impacts dans les comptes.

II. Détails sur les postes du bilan et du compte de résultat**II.1. Notes sur l'actif du bilan (en milliers d'euros)****II.1.1. Etat des créances****Ventilation des créances sur établissements de crédit et sur la clientèle**

Les créances sur établissements de crédit sont ventilées comme suit :

En milliers d'euros	Échéance des créances				Total
	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	> 5 ans	
Créances sur les établissements de crédit*	1 586 988	0	0	0	1 586 988
Créances sur la clientèle	6 894 498	76 767	1 833	0	6 973 098
Total	8 481 486	76 767	1 833	0	8 560 086

* Comptes à vue.

Les créances sur la clientèle sont ventilées comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Comptes ordinaires débiteurs	273 779	274 033
Affacturage	6 590 011	6 554 478
Autres concours à la clientèle	0	0
Prêt "Stockline"	7 692	16 288
Créances douteuses (*)	167 156	162 087
Total	7 038 638	7 006 886

(*) Ce montant comprend au 31/12/2025, 90 M€ d'encours douteux compromis, contre respectivement 86 M€ dans les comptes de FactoFrance au 31/12/2024.

En milliers d'euros	31/12/2024	Dotations	Reprises	Virements de postes à postes	31/12/2025
Dépréciations des créances sur la clientèle - encours douteux	14 308	5 141	-2 158	-1498	15 793
Dépréciations des créances sur la clientèle - encours douteux compromis	49 509	981	-2 242	1498	49 746
Total	63 817	6122	-4 400	0	65 539

II.1.2. Les "participations et autres titres détenus à Long Terme"

Détail des mouvements de l'exercice (en milliers d'euros) :

Sociétés (L = Entreprises liées)		Valeur d'inventaire au 31.12.24	Acquisitions/ Cessions en 2025	Valeur d'inventaire au 31.12.25	Dépréciation au 31.12.25	Valeur nette comptable au 31.12.25	Pourcentage détention au 31.12.25
CM-CIC Leasing Solutions	L	638 947		638 947	0	638 947	100%
Autres		91	3	94	0	94	NC
Total		639 038	3	639 041	0	639 041	

II.1.3. Etat des mouvements des immobilisations**Immobilisations incorporelles :**

En milliers d'euros	31/12/2024	Acquisition Dotations (+)	Cessions Reprises (-)	Virements de postes à postes	31/12/2025
Valeurs brutes					
Logiciels					0
Autres immobilisations incorporelles	173		0	0	173
Montant brut	173	0	0	0	173
Amortissements					
Logiciels					0
Autres immobilisations incorporelles	-144	-19	0	0	-163
Cumul amortissements	-144	-19	0	0	-163
Valeur nette	29	-19	0	0	10

Immobilisations corporelles :

En milliers d'euros	31/12/2024	Acquisition Dotations (+)	Cessions Reprises (-)	Virements de postes à postes	31/12/2025
Valeurs brutes					
Constructions d'exploitation	248	0	0	0	248
Immobilier d'exploitation	1 949	0	0	0	1 949
Mobilier d'exploitation	1 376	0	0	0	1 376
Autres immobilisations corporelles	0	0	0	0	0
Immobilisations corporelles en cours	0	2	0	0	2
Montant brut	3 573	2	0	0	3 575
Amortissements					
Constructions d'exploitation	-155	-24	0	0	-179
Immobilier d'exploitation	-1 385	-197	0	0	-1 582
Mobilier d'exploitation	-1 029	-124	0	0	-1 153
Autres immobilisations corporelles	0	0	0	0	0
Cumul amortissements	-2 569	-345	0	0	-2 914
Valeur nette	1 004	-343	0	0	661

II.1.4. Les "Autres Actifs"

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Dépôts et cautionnements versés	3 567	3 563
Créances envers l'état	9 357	4 532
Avances frais de personnel	79	87
Autres créances sur le groupe	0	0
Créances titrisations	191 036	203 809
Créances diverses	255	166
Total	204 294	212 157

II.1.5. Comptes de régularisation « actif »

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Produits à recevoir	17 932	18 699
Charges constatées d'avance	0	0
Comptes d'ajustements sur devises	0	0
Débiteurs divers	2 124	1 532
Total	20 056	20 231

II.2. Notes sur le passif du bilan (en milliers d'euros)**II.2.1. Etat des dettes**

En milliers d'euros	Échéance des créances				Total
	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	> 5 ans	
1. Dettes envers les établissements de crédit*	3 215 003	1 403 539	0	0	4 618 542
2. Comptes créditeurs de la clientèle	2 782 349	0	0	0	2 782 349
3. Dettes représentées par un titre	300 548	0	0	0	300 548
4. Dettes subordonnées	0	0	150 896	0	150 896
Total	6 297 900	1 403 539	150 896	0	7 852 334

* Dont 105 700 K€ de dettes à vue.

Les comptes créditeurs de la clientèle sont ventilés comme suit :

- Comptes courants des vendeurs : 463 553 K€
- Réserves vendeurs : 1 596 474 K€
- Autres : 722 323 K€

Les dettes sur les établissements de crédit à terme sont ventilées comme suit :

- Emprunts court terme : 4 539 518 K€
- Dettes rattachées sur emprunts court terme : 13 929 K€

Les dettes représentées par un titre sont ventilées comme suit :

- Dettes représentées par un titre : 300 548 K€ (dont 300 000 K€ de nominal de NEUCP et 548 K€ de dettes rattachées positives)
- Billets à ordre émis : 0€

II.2.2. Les "Autres Passifs"

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Impôts et taxes	4 916	6 263
Dettes sociales	1 449	2 635
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	170	203
Autres dettes sur le groupe	0	0
Créditeurs divers	62 772	68 725
Total	69 307	77 826

II.2.3. Comptes de régularisation « passif »

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Produits constatés d'avance	9 596	13 523
Charges à payer	44 931	41 310
Comptes d'ajustement devises	27	28
Autres comptes de régularisation	17 284	19 217
Total	71 838	74 078

II.2.4. Tableau des provisions inscrites au passif

En milliers d'euros	31/12/2024	Dotations	Reprises	31/12/2025
Provisions pour engagements de retraite	0	0	0	0
Provisions pour médaille du travail	2 062	64	0	2 126
Provisions pour litiges	3 826	64		3 890
Autres provisions	1 130	838	-917	1 051
Total	7 018	966	-917	7 067

II.2.5. Dettes subordonnées

En milliers d'euros	31/12/2024	Souscriptions	Remboursements	Autres variations	31/12/2025
Dettes subordonnées	150 000	0	0	0	150 000
Emprunts participatifs	0	0	0	0	0
Dettes subordonnées à durée indéterminée	0	0	0	0	0
Dettes rattachées	993	0	0	-97	896
Total	150 993	0	0	-97	150 896

Le poste « Dettes subordonnées » est constitué de 2 emprunts en Euros dont les caractéristiques sont les suivantes :

Banque émettrice		Nominal	Devise	Taux d'intérêt	Date d'émission	Échéance
BFCM	Provision	100 000 000	EUR	EURIBOR 3 MOIS + 1,55%	25/05/2018	25/05/2028
BFCM		50 000 000	EUR	1,949%	18/06/2019	18/06/2029
		150 000 000				

II.2.6. Fonds pour Risques Bancaires Généraux

Au 31 décembre 2025, le "Fonds pour Risques Bancaires Généraux" s'élève à 23 573 695 € comme au 31/12/2024.

II.2.7. Tableau des variations des capitaux propres

En milliers d'euros	31/12/2024	Affectation résultat 2024	Dividende versé	Réserves plus values à long terme	Changement de méthode	Résultat 2024	31/12/2025
Capital	507 452						507 452
Prime d'émission	329 849						329 849
Boni de fusion (*)	585						585
Réserve légale	50 745						50 745
Autres réserves	373 582	73 671					447 253
Report à nouveau	191						191
Provisions réglementées	0						0
Résultat	73 671	-73 671				63 952	63 952
Total	1 336 075	0	0	0	0	63 952	1 400 027

(*) Fusion-absorption de GE Capital France Services en 2015

II.2.8. Composition du capital social

Euros	Nombre	Valeur unitaire	Capital social
Actions	24 526 862	20,69	507 452 317

Le capital social est détenu par 2 actionnaires selon la manière suivante :

- BFCM : 24 526 861 actions
- GESTEUROP : 1 action

II.3. Notes sur le compte de résultat

II.3.1. Répartition du volume (en milliards d'euros)

En matière d'affacturage, l'indicateur le plus significatif est le volume de créances achetées. Répartition du volume :

National	International	Dont Exportation	Total
28,8	26,1	7,0	54,9

II.3.2. Intérêts et produits assimilés

Les intérêts et produits assimilés se décomposent de la façon suivante :

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Commission spéciale de financement	215 903	267 625
Produits sur opérations de trésorerie et opérations interbancaires	15 396	22 811
Intérêts reçus sur engagements de financement	3 105	2 589
Intérêts sur prêt subordonné	0	0
Intérêts Stockline (financements sur stock)	826	1 138
Autres intérêts et produits assimilés	113	92
Total	235 343	294 255

II.3.3. Intérêts et charges assimilées

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Intérêts/ Agios sur comptes ordinaires débiteurs	-3 280	-4 727
Charges d'intérêts sur dettes subordonnées	-4 881	-6 328
Charges d'intérêts sur TCN	-7 860	-12 196
Charges sur engagements de garantie	0	0
Charges d'intérêts sur refinancement intragroupe	-97 116	-120 556
Charges d'intérêts sur comptes à terme	0	0
Charges d'intérêts sur participations bloquées	0	0
Commissions d'engagement hors bilan versées	0	0
Autres intérêts et charges assimilées	0	0
Total	-113 137	-143 807

II.3.4. Revenus des titres à revenu variable

Factofrance présente un niveau de titres à revenu variable sur l'exercice 2025 équivalent à l'exercice 2024, à savoir 1 K€.

II.3.5. Les commissions (Produits)

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Produits rétrocédés	-5 354	-6 251
Opérations de change	0	12
Assistances et conseils	900	832
Commissions sur prêts	1 372	1 540
Commissions de non utilisation	1 110	827
Commissions d'affacturage	72 015	70 980
Minimums de commissions	4 654	4 285
Autres commissions (produits)	10 519	10 032
Total	85 216	82 257

II.3.6. Les commissions (Charges)

Ce poste s'élève à 25 004 K€ dont 8 784 K€ de commissions d'apporteurs d'affaires et 16 213 K€ de commissions de transaction liées à la titrisation au 31/12/2025. Il s'élevait à 31 161 K€ au 31/12/2024.

II.3.7. Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

Le montant des gains de 752 K€ correspond au solde net des opérations de change enregistrées sur l'exercice 2025.

II.3.8. Autres produits d'exploitation bancaire

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Refacturations intra groupe	0	0
Autres produits d'exploitation bancaires	2 016	988
Autres produits accessoires	749	857
Reprises de provisions	0	53
Produits d'exploitation non bancaires	0	0
Total	2 765	1 898

II.3.9. Les charges générales d'exploitation

Les charges générales d'exploitation se décomposent de la manière suivante :

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Salaires et traitements	-31 563	-30 734
Charges sociales (*)	-15 953	-15 482
Impôts et taxes sur rémunérations	-1 484	-1 505
Personnel détaché	-731	-599
Intéressements et participations	-5 656	-4 904
Dotations nettes aux provisions pour retraite	0	260
Autres dotations nettes aux provisions	1	-809
Autres charges administratives	-41 940	-41 190
Dotations aux amortissements	-364	-364
Total	-97 690	-95 327
(*) Le montant des charges sociales inclut -3,7M€ de charges de retraites au 31/12/2025.		

Factofrance applique la recommandation n°2013-02 du 7 novembre 2013 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires pour les comptes annuels établis selon les normes comptables françaises, que l'Autorité des Normes Comptables a modifié le 5 novembre 2021. Les engagements sont évalués et comptabilisés en application de cette recommandation.

II.3.10. Le coût du risque

Le coût du risque au 31/12/2025 s'analyse comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Dotations pour dépréciation des créances douteuses	-6 121	-9 216
Reprises sur dépréciation des créances douteuses	4 395	3 245
Pertes sur créances douteuses	-1 345	-2 028
Indemnités de réassurance	0	0
Récupération de créances amorties	605	109
Autres dotations nettes aux provisions	13	28
Total	-2 453	-7 862

II.3.11. Résultat exceptionnel

Absence de résultat exceptionnel sur l'exercice 2025.

II.3.12. Impôt sur les bénéfices

Répartition du montant global de l'impôt sur les bénéfices :

En milliers d'euros	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net
Courant	85 510	-21 559	63 951
Exceptionnel	0	0	0
Total	85 510	-21 559	63 951

III. Autres informations**III.1. Ventilation de l'effectif moyen du personnel**

	31/12/2025	31/12/2024
Techniciens	260	264
Cadres	217	209
Total	477	473

III.2. Rémunération de mandataires sociaux

La rémunération des mandataires sociaux n'est pas fournie car cela conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

III.3. Honoraires des Commissaires aux Comptes

En milliers d'euros et HT	KPMG		ERNST & YOUNG	
	Montant	En %	Montant	En %
Certification des comptes	128		128	
Services autres que la certification des comptes	16		0	
Total	144	53%	128	47%

III.4. Compte Personnel de Formation

Le Droit individuel à la Formation a été remplacé par le Compte Personnel de Formation au 1er janvier 2015, celui-ci est géré désormais par la Caisse des dépôts et consignations.

III.5. Société consolidante

FactoFrance S.A est consolidée dans les livres de BFCM, société anonyme à conseil d'administration au capital de 1.688.529.500 euros, dont le siège social est situé au 4 rue Frédéric-Guillaume Raiffeisen à Strasbourg (67000), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Strasbourg sous le numéro 355 801 929, par la méthode de l'intégration globale à 100%.

III.6. Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice

Conflit au Moyen-Orient

Le groupe Crédit Mutuel Alliance Fédérale est totalement mobilisé pour faire face au contexte d'incertitudes macro-économiques et politiques accrues liés au conflit au Moyen-Orient, entraînant une hausse du prix des matières premières notamment énergétique, une volatilité des marchés financiers et potentiellement une menace de stagflation et de resserrement monétaire. Dans ce contexte, FactoFrance suit de manière constante la qualité de ses engagements de crédit et la valorisation de ses portefeuilles. Elle possède un dispositif de gouvernance et de pilotage des risques robuste. Les impacts comptables et prudentiels de cette situation ne pourront être évalués qu'ultérieurement.

FactoFrance conserve sa politique de provisionnement prudente. Elle tient compte du contexte d'incertitudes macroéconomiques et géopolitiques persistant qui pourrait entraîner une dégradation de la qualité du portefeuille de crédits.

III.7. Exemption de consolidation

Conformément aux articles L. 233-17 et R. 233-15 du Code de Commerce, FactoFrance est exemptée, en tant que société mère du sous-groupe, d'établir des comptes consolidés et un rapport sur la gestion du groupe.

En effet :

- Ni un, ni plusieurs détenteurs, représentant au moins 1/10ème du capital ne se sont opposés à cette exemption.
- Les comptes individuels de FactoFrance ainsi que ceux de la société qu'elle contrôle sont intégrés globalement dans BFCM.

III.8. Tableau des filiales et participations

Sociétés (en milliers d'euros)	Capital social	Capitaux propres	Chiffre d'affaires ou PNB	Valeur d'inventaire des titres détenus	Résultat du dernier exercice
A - Filiales (50% au moins du capital détenu)					
1. CM-CIC Leasing Solutions (Quote-part : 100%) * Société par actions simplifiée Tour D2, 17 bis place des Reflets - 92988 Paris La Défense Cedex	193 179	337 010	103 578	638 947	1 449
B - Autres titres					
1. BPI Financement (Ex: Sofaris) 27-31 av. du Général Leclerc - 94710 Maisons Alfort Cedex	-	-	-	20	-

* Le montant indiqué correspond au Produit Net Bancaire pour l'entité CM-CIC Leasing Solutions.

III.9. Information réglementaire par Etat ou territoire – Article L. 511-45 du Code Monétaire et Financier

En application de l'article L. 511-45 du Code Monétaire et Financier, la Société n'a pas d'implantation dans les Etats ou territoires qui n'ont pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative, ni dans d'autres Etats ou territoires étrangers. Les informations visées à l'article L. 511-45 du Code Monétaire et Financier sont reprises dans les annexes aux comptes consolidés de BFCM.

III.10. Affectation du résultat**Constatant que :**

Le bénéfice de l'exercice de :	63.951.461,39€
augmenté des « Autres réserves disponibles » de :	447.253.284,58€
augmenté du « report à nouveau » de :	191.147,39€
forme un bénéfice distribuable de :	<hr/> 511.395.893,36€
décide de répartir ce montant ainsi qu'il suit :	
au poste « Autres réserves disponibles »	511.204.745,97€
affectation du solde au compte « report à nouveau » :	191.147,39€
Total	<hr/> 511.395.893,36€

IV. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**Exercice clos le 31 décembre 2025**

À l'assemblée générale de la société Factofrance,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Factofrance relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « I.2. Principes comptables et méthodes d'évaluation » de l'annexe des comptes annuels qui expose le changement de méthode comptable résultant de l'application des règlements ANC n° 2023-03 et ANC n° 2022-06 à compter du 1er janvier 2025.

Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Point clé de l'audit	Réponse d'audit
<p>Une part importante du bilan est constituée de créances envers la clientèle.</p> <p>Votre société comptabilise au titre du risque de crédit de son portefeuille clients, des dépréciations individuelles sur les créances douteuses et contentieuses.</p> <p>Ces dépréciations sont enregistrées en fonction du risque de non-recouvrement. Elles sont déterminées individuellement en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues.</p> <p>Compte tenu de l'activité exercée par votre société, nous considérons que l'évaluation de ces dépréciations sur les créances douteuses et contentieuses constitue un point clé de l'audit.</p> <p>Au 31 décembre 2025, les dépréciations des créances douteuses et contentieuses s'élèvent à 65,5 M€ pour un encours total douteux et contentieux de 167 M€.</p> <p>(Note II.1.1. de l'annexe aux comptes annuels)</p>	<p>Nous avons évalué l'efficacité des procédures et des contrôles-clés réalisés par votre société dans le contexte macroéconomique actuel en réalisant des tests sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ le déclassement des créances en douteux et contentieux ; ▪ les procédures de confirmation réalisées par votre société sur les créances acquises. <p>En complément de ces tests sur les contrôles, nous avons mené les procédures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ apprécier les différents indicateurs de risques préparés par votre société et les procédures d'alertes qui en découlent, le cas échéant ; ▪ apprécier les critères retenus pour déterminer si une créance est douteuse à l'aide de notre compréhension de la nature des portefeuilles de crédit de votre société et de notre connaissance des pratiques du secteur du financement spécialisé ; ▪ réaliser des entretiens au cours de l'exercice avec les personnes en charge du suivi des risques afin de prendre connaissance de la gouvernance et des procédures mises en place pour évaluer ces dépréciations et assurer leur correcte comptabilisation ; ▪ analyser les hypothèses utilisées par la direction pour la détermination des flux futurs estimés sur un échantillon de dossiers déclassés en prenant en compte, le cas échéant, l'impact du contexte macroéconomique sur ces flux ou les garanties spécifiques et apprécier le taux de provisionnement retenu ; ▪ mettre en œuvre des procédures analytiques sur la couverture des encours douteux et contentieux.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société FACTOFRANCE par votre assemblée générale du 22 mai 2002 pour le cabinet KPMG S.A. et par décision de l'associé unique du 27 septembre 2016 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres.

Au 31 décembre 2025, le cabinet KPMG S.A. était dans la vingt-quatrième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG et Autres dans la dixième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs

et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821 -55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris-La Défense, le 14 avril 2026

Les commissaires aux comptes

Sophie Sotil-Forgues
KPMG S.A.

Yann Masset

ERNST & YOUNG et Autres
Vanessa Jolivald

VI. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition des actionnaires au siège de la société.